



Lettre 28 – Mars 2022

A la demande de plusieurs cercles de silence, j'ai rédigé une lettre que chaque cercle, à sa convenance, peut envoyer pour les élections présidentielles ou, surtout, législatives. Elle prend en compte les propositions faites par certains d'entre eux. Elle vous est envoyée en fichier attaché.

Les informations données dans cette lettre s'arrêtent, pour la guerre Ukraine-Russie, au 27 février 2022. La suite sera dans la lettre 29.

Michel Girard

Table des matières

CERCLES DE SILENCE.....	2
Dole	2
Bressuire	2
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
Cornebarrieu	2
FRANCE.....	3
Présidentielle 2022 et le sujet migratoire.....	3
Migrants, Réfugiés, Exilés ? quel mots pour le dire	4
Départ des jeunes diplômés musulmans.....	5
Demander l'asile depuis une ambassade française à l'étranger.....	5
Assevillers (est de la Somme)	6
Bobigny	6
Calais.....	6
Grande-Synthe.....	7
Paris.....	8
Mayotte.....	8
Toulouse.....	9
MANCHE.....	9
MÉDITERRANÉE.....	9
Libye.....	10
Pilotes volontaires.....	10
AUX FRONTIÈRES DE L'UKRAINE	10
Ukraine.....	10
Pologne.....	11
Étudiants en Ukraine.....	12
Allemagne.....	12
Slovaquie.....	12
Roumanie.....	12
Hongrie.....	12
Tunisie.....	13

Sénégal.....	13
ONU.....	13
Cour pénale internationale	13
UNION EUROPÉENNE.....	14
Allemagne.....	14
Chypre.....	15
Danemark.....	15
Espagne.....	15
Grèce.....	16
Italie.....	17
Frontex au Sénégal ?.....	17
EUROPE.....	18
Royaume-Uni.....	18
ONU - Organisation internationale pour les migrants.....	18
la "normalisation" des violences et des refoulements aux frontières de l'UE ?.....	18
Quelques éléments sur la convention de Genève (1951) relative au statut des réfugiés.....	19
AFRIQUE.....	20
Côte d'Ivoire.....	20
Érythrée.....	20
Maroc.....	20
Tunisie.....	20
AMÉRIQUE	21
République Dominicaine.....	21
A voir – à lire - à écouter.....	22

CERCLES DE SILENCE

DOLE

À l'initiative de « citoyens, militants associatifs, politiques, syndicalistes », un rassemblement est organisé demain, **samedi 26 février**, pour dénoncer l'invasion de l'Ukraine. La manifestation débutera à **11 h, sur la place du 8 mai 1945**. Parmi les citoyens à l'origine de cette initiative, un conseiller municipal fait part de son incompréhension.

https://actu.fr/bourgogne-franche-comte/dole_39198/jura-un-rassemblement-a-dole-pour-denoncer-l-invasion-de-l-ukraine_48991763.html

BRESSUIRE

Engagées dans des actions de sensibilisation en faveur des personnes migrantes et réfugiées, 60 personnes se sont mobilisées lors du Cercle de silence de samedi dernier sur la place Notre-Dame. Rassemblés autour du président de l'Association pour la reconnaissance des droits des immigrés en Bocage bressuirais.

<https://www.lanouvellerepublique.fr/bressuire/un-plaidoyer-pour-l-accueil-des-migrants>

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

En janvier 2022, il a été perturbé par la Covid (contaminations internes, « septaines" reconduites entraînant des prolongations de rétentions dues aussi aux fermetures des frontières en particulier avec l'Algérie et le Maroc). Le travail de la CIMADE a été très entravé. Mais la situation s'est améliorée avec une diminution des entrées: le 20 février 2022, 24 hommes sont en rétention et aucune femme. Les visites ont pu reprendre mais avec une seule personne à la fois. Enfin, la CIMADE est de retour sur place. Le Maroc accepte à nouveau le retour de ses ressortissants, à condition qu'ils soient bien vaccinés. La situation au CRA est plus calme. Mais il y a toujours des personnes en situation "banalement" dramatique : le 18/février 2022, un Afghan âgé de 24 ans est arrivé au CRA entrée en Europe par l'Autriche ; il a été contrôlé et arrêté à Lyon, puis transféré au CRA de Cornebarrieu. Il craint d'être renvoyé en Autriche qui pourrait l'expulser vers son pays.

FRANCE

PRÉSIDENTIELLE 2022 ET LE SUJET MIGRATOIRE

François Héran, professeur au collège de France, où il occupe la chaire Migrations et sociétés donne son point de vue sur le sujet.

La dernière enquête d'Ipsos-Sopra Steria montre que le pouvoir d'achat est la principale préoccupation des Français. L'immigration n'arrive qu'à la quatrième position, derrière la santé et l'environnement.

Le pouvoir d'achat est une question très difficile à traiter, les solutions ne sont pas évidentes à trouver. En revanche, on peut aisément apporter des critiques sur la gestion de l'immigration, sans trop se soucier du rapport aux faits, tout en essayant de gagner des parts de marché sur ses concurrents politiques.

Depuis quand l'immigration est devenue aussi présente dans le discours politique en France ?

La France a toujours connu des grandes vagues de passion sur la question migratoire. Pendant la première et la deuxième Guerre mondiale, nous avons eu besoin des étrangers au combat mais on se méfiait d'eux. Lors de la crise économique des années 1940, on a renvoyé un nombre important de Polonais ; pendant la guerre du Kippour en 1973 et la flambée du prix du pétrole, la théorie officielle, était que les personnes d'origine française pouvaient remplacer les immigrés pour les travaux manuels : on n'a pas besoin des immigrés - or cette doctrine est très discutée même si les économistes ont démontré le contraire ; dans les années 1980, lors de la percée du Front national, une partie de l'électorat de l'époque découvre que les enfants d'immigrés algériens étaient français de naissance. Le sujet migratoire n'est donc pas nouveau. Ce qui a changé, c'est la radicalisation du débat.

Lors de son meeting dimanche, Valérie Pécresse a employé l'expression "grand remplacement". C'est la première fois qu'un candidat de droite à l'élection présidentielle utilise cette expression, jusque-là cantonnée à l'extrême-droite. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Valérie Pécresse a clairement franchi une ligne en utilisant l'expression complotiste

'grand remplacement'. Elle est poussée par Zemmour et Le Pen et a besoin de grappiller des voix à l'extrême-droite. Cette théorie est totalement infondée. Il est vrai que dans certaines communes, en Île-de-France notamment, la part d'enfants immigrés est plus importante mais, dans d'autres zones, il n'y a aucun ou très peu d'immigrés... Il y a seulement un enfant et demi d'écart entre les femmes d'origine française et celles immigrées. En 1880 : dans le nord de la France, on estimait qu'il y avait trop de Belges par rapport aux Français. À l'époque de Napoléon on avait interdit aux Juifs de s'installer en Alsace car on pensait qu'ils allaient surpeupler la région. Ils étaient soi-disant plus féconds et achetaient plus de terres en Alsace. Autrefois, on était choqué par les pizzerias, aujourd'hui, c'est par les boucheries halal.

La France est-elle "envahie" par les étrangers, comme le disent certains responsables politiques ? L'immigration est-elle plus importante aujourd'hui qu'avant ?

Aujourd'hui, l'immigration est plus importante du fait de la mondialisation. Cette augmentation est constante, indépendamment des changements de gouvernement. En clair, les politiques ne peuvent rien y faire. Le courant migratoire qui a le plus augmenté ces dernières années est celui des étudiants étrangers. Mais cette hausse de la population immigrée est bien moindre que celle observée dans d'autres pays, comme l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Selon les données de l'OCDE de novembre 2021, la France est en dessous de la moyenne par le nombre d'étrangers sur son sol, et en dessous aussi par le flux d'entrées annuel. La France n'est pas un grand pays d'immigration.

Ces données vont à contre-courant du discours politique dominant. Pourquoi autant de fausses informations sont propagées sur le sujet de l'immigration ?

On passe plus de temps à réfuter une contre vérité qu'il n'en faut pour l'énoncer. « Pour chaque problème, il y a une solution qui est simple, claire et fausse ».

La crise sanitaire a-t-elle changé la vision qu'ont les Français de l'immigration ? Beaucoup de métiers essentiels sont occupés par des immigrés.

Dans les enquêtes conduites avant la crise sanitaire, deux tiers des Français estimaient qu'il y avait trop d'étrangers en France et qu'ils ne s'intégraient pas assez. À l'automne 2020, donc après le premier confinement, ce chiffre était redescendu à 50 %. Sur la question de l'intégration aussi, le pourcentage a fortement baissé. Les Français ont découvert que les immigrés étaient très présents dans les emplois dits essentiels.

<https://www.ipsos.com/fr-fr/presidentielle-2022/presidentielle-2022-emmanuel-macron-toujours-en-tete-des-intentions-de-vote>

Une personne de la LDH de Quimper, très actif sur la régularisation des Demandeurs d'Asile propose un **comparatif des programmes sur la politique d'immigration**. <http://www.15h52.net/>

La candidate LR (Les Républicains) à la présidentielle (voir lettre 27) a réitérée mardi 22 février 2022 sur France Inter, le "modèle" des camps fermés pour migrants qui permettent, selon elle, "un accueil de tous ceux qui se présentent à la frontière (...) dans de très bonnes conditions de dignité".

Il y a quelques mois, Gérald Darmanin, en visite à Samos, avait également encensé le "modèle grec" des camps ultra-sécurisés, souhaitant que ce dispositif "soit appliqué dans les autres pays méditerranéens, comme en Italie, en Espagne, à Malte". Pour le ministre de l'Intérieur, "si tous les pays travaillaient comme la Grèce pour le contrôle des frontières extérieures, alors la gestion migratoire serait moins prégnante en Europe".

MIGRANTS, RÉFUGIÉS, EXILÉS ? QUEL MOTS POUR LE DIRE

Voici un petit rappel sur divers termes employés, pas toujours dans le bon sens.

Sans-papiers immigrés sans titre de séjour : certains sont entrés dans un État sans autorisation. D'autres sont arrivés en toute légalité, mais ont vu leur visa expirer ou leur demande d'asile être rejetée.

migrant pour l'Unesco, c'est « toute personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel il n'est pas né et qui a acquis d'importants liens sociaux avec ce pays ».

émigré est une personne qui a quitté son pays et qui a le droit de le faire (conventions internationales), mais qui n'a pas pour autant le droit d'entrer sur le territoire d'un autre État.

réfugié « personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. » (convention de Genève, 1951).

dubliné réfugiés renvoyés par le règlement de Dublin dans le pays de leur entrée en Europe.

déplacés personnes contraintes de fuir leur lieu de résidence habituel.

apatride personne se trouvant dépourvue de nationalité. « L'état d'apatridie prive l'individu des droits – et supprime les devoirs – attachés à la nationalité à savoir, notamment, le droit à la protection diplomatique et le droit de revenir dans son pays d'origine. »

exilé « Situation de quelqu'un qui est expulsé ou obligé de vivre hors de sa patrie. » C'est un mot qui est surtout employé pour marquer l'éloignement durable et forcé

expatrié personne envoyée à l'étranger par une entreprise.

<https://www.nationalgeographic.fr/histoire/2019/08/migrant-emigre-exile-quelles-differences>

DÉPART DES JEUNES DIPLÔMÉS MUSULMANS

Le racisme s'exerce au quotidien à l'encontre des musulmans de France : dans l'accès à l'emploi, mais aussi en termes de rémunérations et d'évolution de carrière, dans le secteur du logement, lors de visites pour un achat ou une location ou lors de l'attribution de logements sociaux. On le rencontre aussi dans la pratique de harcèlement ou de traitements dévalorisants. Lassés d'être confrontés à ces obstacles, épuisés par cette hostilité sourde, de jeunes diplômés musulmans français émigrent vers des pays plus tolérants, où le port du voile par exemple, n'est pas stigmatisé. En Angleterre, aux États-Unis, ils disent enfin pouvoir revendiquer leur identité française sans que l'on s'étonne de leur religion. La France ne les aime pas, ils la quittent.

DEMANDER L'ASILE DEPUIS UNE AMBASSADE FRANÇAISE À L'ÉTRANGER

Marine Le Pen, Éric Zemmour et Valérie Pécresse, défendent la proposition de « demander l'asile depuis l'étranger, dans les ambassades ou les consulats français » afin de lutter contre l'immigration illégale. Cela suppose qu'il y ait une ambassade ou un consulat dans le pays que les personnes veulent le quitter : ce n'est pas le cas, actuellement, en Afghanistan et en Ukraine ! Si depuis l'étranger, il est possible de solliciter un visa au titre de l'asile auprès des autorités françaises du lieu de résidence, ambassades comme consulats, ce visa spécifique permet

seulement de rejoindre la France. Une fois sur le territoire français, le demandeur "doit se présenter à la préfecture de son lieu de résidence pour retirer un formulaire de demande d'asile", précise l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), en charge de délivrer le statut de réfugié. Cela ne règle rien.

Mais le droit d'asile est internationalement reconnu par la Convention de Genève de 1951, et inscrit dans la Constitution française. Il permet de protéger toute personne victime de persécution. Et demander l'asile en dehors des frontières du pays d'accueil est contraire au droit international. La Convention de Genève de 1951 interdit aux États de renvoyer des personnes présentes sur leur territoire ou à leur frontière vers un pays où elles risqueraient d'être persécutées. Donc refouler une personne qui demande l'asile est illégal. Externaliser la demande d'asile est aussi une violation du droit européen car "les pays de l'UE doivent permettre aux ressortissants d'États tiers et aux apatrides présents sur leur territoire, y compris à leurs frontières, d'exercer de manière effective leur droit à déposer une demande de protection internationale". Loi ouvertement violée par la Hongrie en octobre 2020, et envisagée par le Danemark (voir lettres précédentes). Farouchement opposée à cette procédure, la Haut-Commissaire assistante des Nations unies chargée de la protection internationale, prévenait, en mai 2021, que les dispositifs d'externalisation n'empêcheraient pas "*des réfugiés désespérés d'entreprendre de périlleuses traversées maritimes en quête de sécurité*". "*Au contraire, ils viendront intensifier les risques, inciter à recourir à de nouvelles routes et exacerber les pressions sur les États limitrophes*."

ASSEVILLERS (EST DE LA SOMME)

Quatre jeune migrants ont été découverts dans un camion sur l'aire de l'autoroute A1 à Assevillers, dans la matinée du mercredi 23 février 2022. Vers 8 heures, le chauffeur s'arrête sur l'aire d'autoroute. Il entend des bruits dans sa remorque et alerte les gendarmes. Quand le peloton autoroutier de Roye arrivent sur place, les militaires font sortir quatre jeunes Erythréens du camion. Ils sont en bonne santé. Mineurs, ils ont été pris en charge par l'aide sociale à l'enfance vers 14 heures.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/quatre-jeunes-migrants-decouverts-dans-coffre-d-un-camion-sur-l-a1-dans-l-est-de-la-somme-1645636440>

BOBIGNY

Préfecture inaccessible

Mercredi 16 février 2022, des centaines de personnes ont manifesté, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), derrière la banderole du collectif "*Bouge ta préfecture*" en scandant "*Préfets, ouvrez vos guichets !*". De nombreux travailleurs sans-papiers ont pris part au cortège, accompagnés de membres de la CGT, du Secours catholique et de la Ligue des droits de l'Homme. Depuis 2020, associations de défense des droits des étrangers et collectifs de sans-papiers dénoncent des pratiques qui "fabriquent des sans-papiers". Mais malgré ces mobilisations, la situation n'évolue pas. *«L'admission exceptionnelle au séjour est bloquée presque partout»*. La dématérialisation a permis de rendre ça plus discret. Il n'y a **presque plus de rendez-vous en préfecture** donc la régularisation est beaucoup plus difficile et beaucoup plus longue". Le service est constamment saturé et donc inaccessible. Une ivoirienne a déjà eu plusieurs titre de séjours depuis 8 ans, mais a dû cesser de travailler quand son titre de séjour n'a pas été renouvelé. Un Malien de 42 ans, arrivé en France en 2015, qui travaille dans le bâtiment depuis 2017, a même décroché un contrat à durée indéterminée (CDI) et son employeur a accepté de lui remettre le document nécessaire à sa régularisation. Son dossier de régularisation est prêt depuis le mois d'août 2021 mais il est impossible de le déposer en préfecture car Le Malien n'a encore trouvé aucun rendez-vous disponible.

Mercredi 16 février 2022, la Défenseure des droits a dénoncé la dématérialisation des procédures dans un rapport et souligné que les personnes étrangères sont parmi les plus affectées.

Parmi ses recommandations, elle appelle à "*garantir un égal accès préfectoraux à tous les étrangers, quelle que soit leur situation administrative*".

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rapport-dematerialisation-2022_20220207.pdf

CALAIS

Deux tempêtes successives balayent le nord de la France. La première, Dudley, a frappé la région dans la nuit de mercredi 16 à jeudi 17 février 2022 avec des bourrasques de 110 km/h. La deuxième, Eunice, est attendue vendredi dans la même zone. Des rafales de vents pouvant atteindre plus de 150 km/h sont attendues dans les Hauts-de-France. Les services de l'État ont activé le plan Grand froid de mercredi à vendredi pour les migrants qui dorment à la rue. Deux hangars, rue des Huttes, d'une capacité de 313 places ont été ouverts, ainsi qu'un conteneur de 85 places, route de Saint-Omer, pour les femmes et les mineurs. Des bus affrétés par les autorités partent de la rue des Mouettes entre 16h30 et 18h30 pour acheminer les migrants souhaitant être mis à l'abri. Selon les humanitaires, le dispositif pourra être prolongé en fonction des conditions météorologiques. L'association Utopia 56 affirme avoir triplé ses maraudes pour informer les quelque 1 700 exilés vivant dans la ville. "*On a emmené 69 personnes hier [mercredi 16 février 2022] au niveau des départs des bus*". Au total, environ 200 migrants ont dormi au chaud dans la nuit de mercredi à jeudi 17 février 2022. "*On se réjouit que le plan Grand froid ait été activé mais comme d'habitude, le travail est fait à moitié. Heureusement que les associations non mandatées par l'État sont là pour mettre au courant les exilés et pour les orienter*".

Jeudi matin 24 février 2022, une soixantaine de migrants ont été expulsés du camp du Virval et forcés de "*monter dans les bus qui les éloignent de la frontière*", signale HRO. Les affaires des habitants ont été "*minutieusement saisies*". Le ministre de la Justice avait alors assuré qu'il n'y avait pas "*d'ordre gouvernemental pour lacérer des tentes*". Alors d'où viennent les ordres ?

GRANDE-SYNTHE

L'État a ouvert jeudi 17 février 2022 deux gymnases pour les migrants à la rue. Utopia 56 avait envoyé mardi une lettre à la préfecture, à la mairie et au département pour demander le déploiement d'un dispositif d'urgence. Restée sans réponse, l'association s'inquiétait jeudi matin – avant l'annonce de la préfecture du Nord du plan « grand froid » - du sort des 300 exilés qui dorment dehors, dont des femmes et des enfants. "*Cette nuit c'était affreux, des gens nous ont appelés pour nous demander de l'aide. Les vents étaient impressionnants et les tentes n'ont pas toutes tenu debout. On craignait que des arbres tombent sur les lieux de vie des migrants*". Le 6 février 2022, des rafales de 110 km/h avaient déjà touché la ville. Un homme avait été blessé à la jambe par des bouts de bois et des bâches qui composaient son abri de fortune. La préfecture du Nord rappelle que "*depuis le 1er janvier, 827 personnes ont été mises à l'abri*" dans les centres du département, qui n'ont "*jamais été saturés*", "*toutes les personnes migrantes volontaires à la mise à l'abri peuvent se signaler auprès des opérateurs de maraude sociale mandatés par l'État qui sont présents quotidiennement sur le littoral*".

Jeudi 24 février 2022 au matin, environ 200 CRS ont investi le campement de Grande-Synthe où 180 personnes, dont des femmes et des enfants, avaient élu domicile depuis plusieurs mois. Les tractopelles déployés par les autorités ont balayé les tentes, les couvertures et les sacs de couchage des exilés. 177 tentes ont été détruites, puis jetées dans des bennes à ordures. "*Le lieu de vie a été complètement démoli*". Les gendarmes ont également saisi une cuve à eau, installée par l'ONG Roots pour les personnes installées sur ce terrain vague, situé proche d'une ligne de chemin de fer désaffectée. Seulement une quarantaine de migrants ont pris place dans des bus et ont été envoyés dans les centres d'accueil du département. Quelques minutes après le départ de la police, une centaine de personnes, restée à distance pendant le démantèlement, se sont réinstallées au même endroit. "*Une nouvelle évacuation qui ne sert à rien, à part à harceler les gens*". Après 10 jours de

tempête, nombre d'exilés ont tout perdu. "Le vent a abîmé beaucoup de tentes, peu de choses ont résisté". Jeudi matin 24 février 2022, si les bourrasques s'étaient éloignées du secteur, des trombes d'eau sont tombées sur Grande-Synthe. "Les migrants se sont retrouvés sous la pluie, ne pouvant plus s'abriter sous leur tente". Jeudi matin 24 février 2022, un autre camp, plus petit, a également été démantelé par les autorités à Grande-Synthe. Environ 40 personnes, qui vivaient près d'un ancien vélodrome, ont été chassées. Là encore, les exilés n'ont pas pu récupérer leurs effets personnels et leurs abris.

PARIS

Un soudanais a été contraint de fuir le Darfour, région de l'ouest du Soudan, en 2003, à l'âge de 13 ans. Au terme de nombreuses années d'errance entre l'Afrique de l'est, l'Égypte, la Libye, l'Italie et la France, il a obtenu le statut de réfugié en 2017 et s'est installé à Paris.

Par une amie, il entend alors parler du programme "[Welcome Refugees](#)", un cursus à Sciences Po réservé aux réfugiés, pour lequel aucun pré-requis de qualification n'est demandé. L'occasion, pour celui qui n'a jamais connu les bancs de l'école primaire, de concrétiser un rêve d'enfant : faire des études dans l'espoir d'avoir, peut-être, un jour, une "carrière". Mais dans cet établissement prestigieux, le trentenaire se sent comme un étudiant de seconde zone.

"J'ai commencé ce cursus à la rentrée 2020 et ça a été très compliqué. On a des cours de droit, d'histoire, de sciences sociales, de sciences politiques, de mathématiques appliquées. Avant d'entrer dans ce cursus, je n'avais aucune idée de ce qu'était une multiplication ou une soustraction. J'ai été obligé d'apprendre. J'ai travaillé deux fois plus que les autres étudiants car je suis la seule personne qui n'a pas de parcours académique dans le groupe. Il y a eu des moments chargés d'émotions pour moi. À chaque nouvelle rencontre avec un professeur, on fait des tours de table pour se présenter et tous mes camarades se présentent, ils ont fait l'école primaire, secondaire... Quand je me compare à leur parcours, je suis zéro. Moi, je ne sais pas comment me présenter. Dans ces moments là, je dis juste mon prénom, mon origine et la date de mon arrivée en France. Je ne dis rien d'autre car je n'ai rien d'autre à dire. Une fois, le professeur m'a demandé de développer, de dire dans quelle fac ou école j'avais fait mes études et quel type de diplôme j'avais eu. J'ai dû dire : 'Je ne suis jamais allé à l'école', ça m'a fait mal. C'était impossible pour moi alors de calmer mon émotion. Je suis allé me cacher aux toilettes pour pleurer car il n'y avait personne d'autre qui pouvait partager ce sentiment. Quand les autres me demandaient si ça allait, je disais : 'Oui, ça va'. Je me sentais très mal, parce que je ne suis pas comme les autres étudiants, je me sens tout seul dans cet établissement. Je ne sais pas créer des relations avec les professeurs et les étudiants. Mais tout cela m'a donné une leçon : je ne dois pas me comparer aux autres. Depuis que je suis enfant, j'ai toujours eu envie d'aller à l'école. Mais l'école primaire la plus proche de mon village était à six heures de marche aller retour. Certains enfants faisaient ce trajet dès l'âge de 7 ans, quand ils pouvaient bien marcher et être autonomes, mais pas moi. Moi, j'allais à l'école coranique et j'étudiais la religion. J'ai fait un an là-bas, j'ai appris à lire et à écrire l'arabe puis la guerre civile a éclaté. La guerre, ça détruit tout, tu ne penses plus à rien, juste à te sauver toi-même. J'ai été séparé de ma famille. Enfant, la journée, je cherchais à manger. Je mangeais des fruits dans la forêt. Je ne me sentais jamais en sécurité. Aujourd'hui, je suis heureux même si je me sens seul. Ma famille, elle, vivait avant dans le camp de réfugiés de Krinding [ce camp s'a été réduit en cendres en janvier 2021]. J'ai une petite sœur et deux petits frères que je n'ai jamais rencontrés car ils sont nés après mon départ. Ils vivent toujours tous au Darfour, dans un centre d'accueil installé... dans un établissement scolaire."

<http://www.sciencespo.fr/nos-programmes-pour-les-%C3%A9tudiants-r%C3%A9fugi%C3%A9s>

MAYOTTE

Le 101ème département français a un système de droit d'asile qui fait figure d'exception

en France. *"Les demandeurs d'asile installés à Mayotte n'ont pas les mêmes droits qu'en métropole"* explique la chargée de mission pour la Cimade sur l'île. Les 105 centres d'hébergements d'urgence – pour 3 000 demandeurs d'asile – remplacent les centres d'accueil pour demandeurs d'asile et les bons alimentaires, l'aide financière allouée aux demandeurs d'asile. Tout cela, pour une période de six mois, le temps de l'examen des dossiers. Dans les faits, la procédure est souvent bien plus longue. *"Les exilés se retrouvent alors sans nourriture, et sans toit sur la tête"*. Pour les Comoriens, La réponse à la demande d'asile peut se faire en quelques mois. Mais pour les autres migrants, l'attente dure parfois deux voire trois ans. Mais maintenant des réfugiés viennent d'Afrique des Grands Lacs pour un exil en France via Mayotte. Lors des interpellations policières régulières, *"beaucoup d'exilés passent leur temps à faire des allers-retours en centre de rétention. Ils sont arrêtés après un contrôle d'identité puis relâchés car il n'y a pas d'expulsions vers les pays d'Afrique des Grands Lacs. Certains exilés m'ont raconté y être allé six ou sept fois en quelques mois."* les déboutés du droit d'asile, la situation se complexifie encore un peu plus. Ne pouvant être ni régularisés, ni expulsés, ils n'ont nulle part où aller. *"Certains veulent même rentrer chez eux, mais c'est impossible. Ils se retrouvent bloqués sur cette île en plein océan, dans le dénuement le plus total. Pour eux, Mayotte devient alors une prison à ciel ouvert."*

TOULOUSE

A Toulouse, l'ancien Ehpad des Tourelles hébergeait une centaine de mineurs isolés, des MNA (Mineurs Non Accompagnés, étrangers et en attente de prise en charge). Des violences au sein de la structure ont conduit le CCAS de Toulouse, propriétaire des lieux, à mettre fin à l'expérience et il a été annoncé fin janvier que ce lieu d'accueil devait fermer le 7 février. Cette nouvelle a beaucoup inquiété car une centaine de mineurs non accompagnés, âgés entre 15 et 17 ans, résident sur place, selon les estimations de l'association Médecins du monde qui intervient régulièrement aux Tourelles. Le 18/février 2022, la mairie de Toulouse n'a pas fermé cet accueil mais elle n'a pas non plus donné d'information sur l'avenir des MNA actuellement hébergés. https://actu.fr/occitanie/toulouse_31555/toulouse-mineurs-isoles-ce-lieu-d-accueil-ferme-apres-des-violences-les-associations-s-inquietent_48364518.html
<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/mineurs-non-accompagnes-a-toulouse-des-associations-s-inquietent-de-la-fermeture-d-un-lieu-d-hebergement-2443263.html>

MANCHE

Des bateaux chinois pour la traversée de la Manche

L'approvisionnement en bateaux pneumatiques rigides, en moteurs et en équipements maritimes est devenu beaucoup plus difficile en Europe du Nord depuis 2018. En 2019, deux trafiquants de bateaux d'occasion ont été arrêtés car ils avaient vendu quelque 39 embarcations entre octobre 2018 et mars 2019. Des mesures ont été envisagées et mises en œuvre : décrets de la préfecture du Pas-de-Calais en juillet 2021, imposant des restrictions sur *"La vente et l'achat de plus de 10 litres de carburant – essence ou gazole – dans des récipients transportables"* ; arrêt de la vente de Kayaks à calais chez Décathlon, mais difficulté d'une interdiction de la vente des bateaux gonflables difficilement acceptable juridiquement. En conséquence, les bateaux sont achetés en Chine avant d'être importés en Europe de l'Est. Les bateaux eux-mêmes font l'objet de contrebande. La taille des bateaux aussi a évolué. Alors qu'ils ne transportaient auparavant qu'une dizaine de personnes, certains ont maintenant plus d'une vingtaine de migrants à bord. Pour l'agence de l'immigration du Home office, cette hausse de la taille des bateaux correspond à la volonté des trafiquants de maximiser les profits sur chaque traversée. *"Nous avons également assisté à des tentatives de création de navires plus grands. Les trafiquants réunissent deux bateaux en un seul."* Les passeurs parviendraient à convaincre les exilés de monter à bord de ces dangereuses

embarcations en leur faisant croire que les passages seront encore plus difficiles après l'adoption de la nouvelle loi britannique sur l'asile. Dans le même temps les prix des traversées, sont passés de 2 400 à 5 300 ou 5 900 euros au cours du dernier trimestre 2021.

MÉDITERRANÉE

Le mensonge de la migration

Dans une vidéo postée sur son compte TikTok, une « influenceuse » tunisienne, soigneusement maquillée, filme son exil en mer vers l'île italienne de Lampedusa. Une vision glamour mais faussée de la traversée de la Méditerranée, qui reste la route migratoire la plus meurtrière au monde. Trois mois plus tôt, une autre jeune femme tunisienne avait elle aussi fait scandale en publiant sur les réseaux sociaux une photo d'elle sur une petite embarcation au milieu de la mer. Pour un psychologue spécialiste des migrations, *"le mensonge de la migration"*, qui consiste à véhiculer de fausses idées sur la réalité de l'exil, a été *"intensifié par les réseaux sociaux"*. *"Les personnes restées au pays voient les autres aller en Europe, visiter la Tour Eiffel et prendre des selfies en t-shirt Lacoste. Alors leurs familles pensent que tout va bien"*. Ces messages *"démystifient un voyage terrifiant pour la majorité des gens"*. Malgré une falsification évidente des faits, les influenceuses ont reconnu qu'elles n'avaient pas été complètement honnêtes. L'une confesse avoir eu *"très peur"* lors de la traversée. *"La mer était vraiment agitée et il y avait beaucoup de grosses vagues. Dans le bateau, nous avons tous dit une prière et nous nous sommes préparés à la mort. Nous étions tellement terrifiés"*.

LIBYE

Dans la nuit de vendredi 18 à samedi 19 février 2022, les garde-côtes libyens ont tiré à balles réelles sur une embarcation composée d'environ 80 migrants, dont des femmes et des enfants. Les exilés tentaient d'éviter une interception en mer, synonyme d'un renvoi en Libye. Pour empêcher leur course vers l'Europe, les autorités ont fait usage de leurs armes, tuant une personne et en blessant au moins trois autres, selon l'Organisation internationale des migrations, qui *"condamne dans les termes les plus forts l'usage excessif de la force par l'appareil libyen de soutien à la stabilisation"*, à savoir les garde-côtes. L'agence onusienne réclame l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur cet "incident" et sanctionner les responsables. De leur côté, les autorités libyennes nient en bloc les faits.

PILOTES VOLONTAIRES

Selon les Pilotes volontaires, qui patrouillent au-dessus de la Méditerranée centrale, les manœuvres des Libyens pour intercepter les canots de migrants en mer sont de plus en plus agressives. *"Ces derniers temps, on assiste à des opérations de type commando"*, signale le fondateur de l'ONG. Désormais, les garde-côtes sautent à bord des embarcations pour en prendre le contrôle et forcer les migrants à s'arrêter. Ce procédé dangereux, qui déstabilise les bateaux de fortune, a été documenté samedi 19 février 2022 par les Pilotes volontaires. Lors de cette interception, cinq personnes sont tombées à l'eau. Elles ont finalement été récupérées par les Libyens et transportées sur leur navire.

AUX FRONTIÈRES DE L'UKRAINE

UKRAINE

Alors que l'Ukraine subit, depuis jeudi 24 février, les bombardements de la Russie, ses

voisins, Pologne, Slovaquie, Roumanie et Hongrie, membres de l'Union européenne (UE) se préparent à un possible afflux de réfugiés. Dès le début de l'invasion russe en Ukraine, jeudi 24 février 2022, des milliers d'Ukrainiens ont pris la route, en voiture et parfois à pied, pour fuir les bombardements et les combats. L'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé qu'il y avait déjà au moins 100 000 déplacés à l'intérieur du pays.

Plusieurs milliers d'Ukrainiens ont, par ailleurs, rejoint des pays voisins en quelques heures, principalement la Moldavie et la Roumanie, a déclaré le porte-parole du HCR, précisant que ces chiffres avaient été établis à partir d'informations recueillies par les autorités nationales, le personnel de l'agence onusienne et les agences partenaires. Jusqu'à cinq millions de personnes pourraient chercher à se réfugier à l'étranger, estime-t-on, vendredi 25 février 2022, le carburant, l'argent liquide et les équipements médicaux commencent déjà à manquer dans certaines régions d'Ukraine.

Les difficultés sont nombreuses pour s'enfuir. Les hommes doivent rester car ils sont mobilisés, les femmes doivent se débrouiller avec les enfants. La circulation est très difficile et les trains sont bondés. Les étrangers mariés ou pas avec une femme ukrainienne essayent de partir. *"Pour aller en Pologne, c'est très difficile : les billets sont très durs à trouver et quand tu en trouves, ils sont très chers"*, commente un afghan évacué en urgence d'Afghanistan par les ukrainiens, depuis mois. Le choix s'est donc porté, par défaut, sur la Roumanie. *"On se prépare à partir pour la frontière roumaine demain matin à 5h"*. *"J'ai fui la guerre pour protéger ma famille mais ici je dois faire face à une nouvelle guerre. On est venus pour avoir un avenir mais la situation est terrible, on est tous très inquiets, on ne sait pas quoi faire ni où aller"*.

"On est partis la veille au soir mais comme le bus ne pouvait plus avancer, on a marché 20 kilomètres", confie une jeune mère de famille. *"On a vu des avions et des missiles frapper un dépôt militaire à quinze kilomètres de chez nous. C'était la panique totale. Comment expliquer aux enfants qu'il faut quitter la maison de toute urgence ?"* *"Les hommes de 18 à 60 ans sont mobilisés pour la guerre et il y a plusieurs contrepoints sur la route pour empêcher les hommes de fuir"*. Les hommes rassemblés devant le poste-frontière, pour beaucoup sont étrangers Algériens, congolais, nigériens, indiens qui attendent pour franchir la frontière. *"J'ai de la peine pour le peuple ukrainien car ce sont des gens vraiment adorables. On est des étrangers et on ne laisse rien ici... Eux, ils sont obligés de laisser leur maison"*. La majorité de ces milliers de réfugiés ne dispose pas de tentes ni de sacs de couchage, car ils n'avaient pas prévu de passer la nuit à l'extérieur. Ceux qui ont une voiture peuvent laisser tourner le moteur pour chauffer l'habitacle... tant qu'ils ont de l'essence. Jeudi 24 février 2022 dans la soirée, aucune organisation humanitaire n'était visible du côté ukrainien de la frontière. Sans ouverture massive de la frontière, la situation des civils fuyant les combats pourrait se dégrader très rapidement. *"Quand je vois des enfants qui ont faim, froid, et qui pleurent, je ne peux pas rester sans rien faire ! J'ai fait trois aller-retour entre Lviv, Loutsk et la frontière pour convoier bénévolement des gens"* *"L'armée russe est très forte, c'est la deuxième ou troisième armée la plus puissante du monde. Mais Poutine ne sera jamais capable d'imposer durablement un nouveau régime dans le pays, car les Ukrainiens aiment trop leur liberté"*.

POLOGNE

la Pologne, où vivent déjà environ 1,5 million de ressortissants ukrainien, se prépare à différents scénarios liés à la situation tendue. *"Nous sommes prêts à accueillir des enfants et des jeunes dans les écoles et des étudiants dans les universités polonaises"*, a déclaré, mercredi, le ministre de l'Éducation. A Varsovie, mardi 22 février 2022, la commissaire européenne aux Affaires intérieures, a souligné que la Pologne était *"assez bien préparée pour accueillir un grand nombre d'Ukrainiens"*. Selon elle, la Commission européenne est prête à apporter à ce pays un soutien économique si nécessaire, ainsi que l'aide de l'agence européenne pour l'asile, d'Europol et de l'agence européenne des frontières, Frontex.

Neuf premiers "centres d'accueil" pour les réfugiés ukrainiens vont bientôt ouvrir leurs portes, a annoncé, jeudi 24 février 2022, le ministre polonais de l'Intérieur. Ces centres se trouvent à proximité des principaux postes-frontières entre les deux pays : à Dorohusk, Dolhobyczow, Zosin, Hrebenne (est), à Korczowa, Medyka, Budomierz, Kroscienko et Przemysl (sud-est). Les arrivants pourront y trouver informations, repas, repos et aide médicale. Le ministère de la Santé a également indiqué que *"des places sont préparées en cas de besoin d'accueillir des blessés"*. *"Nous estimons qu'actuellement il serait possible d'accueillir quelques milliers de patients. La Pologne dispose d'un stock nécessaire de médicaments"*. Dans la nuit de jeudi 24 à vendredi 25 février 2022, quelque 200 personnes venues d'Ukraine ont trouvé refuge dans la gare de Przemysl, ville du sud-est de la Pologne, à quelques kilomètres de la frontière. Il s'agissait en majorité de femmes et de dizaines d'enfants.

ÉTUDIANTS EN UKRAINE

L'Ukraine compte 76 500 étudiants étrangers, la majorité étant originaires d'Inde, et 20% d'Afrique. Les ambassades africaines ont été vivement critiquées pour ne pas avoir prévu de plan d'évacuation de leurs ressortissants. Les étudiants étrangers sont envoyés par les autorités polonaises au fond de la file d'attente, derrière les Ukrainiens. Les garde-frontières expliqueraient aux Africains *"qu'ils doivent d'abord laisser passer les Ukrainiens"*. *"On est là depuis trois jours, c'est injuste !"*, soupire un jeune homme. Des Africains ont été violentés par les forces polonaises. Une vidéo montre un homme en uniforme asséné un coup de pied à un homme noir à la frontière ukraïno-polonaise. D'autres encore ont été braqués par les autorités, armes à la main. *"On n'a pas d'armes, nous sommes étudiants"*, répète à plusieurs reprises un homme. Les ambassades africaines ont été vivement critiquées pour ne pas avoir prévu de plan d'évacuation de leurs ressortissants. plusieurs responsables africains ont finalement réagi. Le ministre nigérian des Affaires étrangères a affirmé avoir échangé avec son homologue ukrainien. Celui-ci aurait ordonné à ses garde-frontières de laisser entrer tous les étrangers en Pologne. Le ministre ghanéen des Affaires étrangères a de son côté donné les coordonnées des fonctionnaires pouvant aider ses compatriotes à franchir les frontières. En Europe aussi, les appels à mettre fin à ces discriminations se sont multipliés.

ALLEMAGNE

L'Allemagne a affirmé être prête à "aider massivement" ses voisins, tout particulièrement la Pologne, en cas d'afflux de réfugiés.

SLOVAQUIE

La Slovaquie serait concernée par un afflux de migrants ukrainiens du fait de sa frontière orientale avec l'Ukraine. Les autorités du pays se sont dit prêtes à tendre la main à la population ukrainienne. Il existe quatre camps de réfugiés pouvant accueillir des demandeurs d'asile ukrainiens, selon le ministre de l'Intérieur *"Si la situation l'exige, nous pouvons aussi utiliser les installations d'hébergement existantes du ministère de l'Intérieur et d'autres ministères"*

ROUMANIE

La Roumanie, ne s'attend pas à ce que beaucoup d'Ukrainiens fuient vers son territoire, mais elle est prête à en accueillir un demi-million. *"C'est le chiffre pour lequel nous sommes préparés"*, a déclaré, mardi, le ministre de la Défense. *« La Roumanie pourrait mettre en place des centres d'accueil, notamment dans les grandes villes le long des 650 kilomètres de sa frontière avec l'Ukraine »*. *"Tentes, lits, couvertures, appareils de chauffage... Tout peut être rassemblé et installé en moins de douze heures"*, a affirmé le préfet de Suceava (dans le nord).

La Police des frontières roumaine a constaté une hausse du nombre d'arrivées, recensant quelque 5 300 personnes, contre 2 400 la veille. *"La plupart d'entre eux se renseignent sur les*

moyens de se rendre en Pologne ou en République tchèque". Un responsable d'ONG d'aide aux réfugiés estime que la Roumanie n'est absolument pas préparée à accueillir des réfugiés.

HONGRIE

Elle semble prête à accueillir des réfugiés. *"En cas de guerre, des centaines de milliers, voire des millions, de réfugiés arriveraient d'Ukraine et redessineraient fondamentalement la situation politique et économique de la Hongrie"*, a récemment convenu le premier ministre. *"Nous travaillons pour la paix, mais bien sûr, les organismes d'État désignés ont commencé les préparatifs."* Elle va déployer ses troupes à la frontière avec l'Ukraine, à des fins de sécurité et d'aide humanitaire. *"Si des réfugiés arrivent, ils doivent être hébergés et bénéficier de soins"*, a dit mercredi 23 février 2022, le ministre de la Défense.

À la frontière hongro-ukrainienne, longue de 140 kilomètres, de longues queues de véhicules se sont formées aux cinq points de passage, jeudi 24 février 2022. *"Tous ceux qui le peuvent fuient à l'étranger"*, dit Ukrainien. *"Nous ne voulons pas vivre ce que nos amis et compatriotes subissent dans l'est du pays, nous réveiller aux sons des sirènes, à chaque bombardement russe"*, *"Je refuse que mon enfant grandisse sans père"*, il ne veut pas être enrôlé dans l'armée. Au moins 400 ou 500 personnes ont traversé cette frontière à pied, jeudi 24 février 2022. *"Nous sommes prêts à les accueillir, à relever rapidement et efficacement ce défi"* a dit le premier ministre.

TUNISIE

Une agence privée se charge d'aider les étudiants tunisiens à s'installer à l'étranger. Mais depuis le début de la guerre en Ukraine, le responsable est membre de la cellule de crise mise en place par le ministère des Affaires étrangères tunisien, il organise le départ des étudiants. *"En coordination avec les services de sécurité en Ukraine, j'ai pu avoir deux chemins sûrs pour évacuer à travers la Moldavie et la Roumanie"*. Des étudiants tunisiens ont pu organiser leur évacuation. Vendredi 25 février, trente Tunisiens ont pu rejoindre la Moldavie. Lundi 28 février, on a pu « *en faire évacuer encore une centaine. Les étudiants d'Odessa devraient tous être évacués d'ici à la fin du week-end. Mais la situation est plus compliquée pour les 227 Tunisiens bloqués à Dnipro. La ville étant située à plus de 900 km des frontières voisines, il est difficile d'assurer un chemin sécurisé pour leur évacuation.* »

SÉNÉGAL

L'évacuation des ressortissants des pays africains est en cours en Ukraine. Le Sénégal y compte environ 70 ressortissants, principalement des étudiants. Bien qu'ils ne soient pas nombreux, le ministère des Affaires étrangères sénégalais, en coordination avec l'ambassadeur du Sénégal en Ukraine et en Pologne, Amadou Dabo, se mobilise pour que ses ressortissants soient évacués vers la Pologne. Un étudiant habite à Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine. *"On a marché plus de 27 kilomètres jusqu'à la frontière. Il faisait froid. On avait peur. On a passé presque deux jours et demi là-bas. À part mes documents, je n'avais rien du tout. J'avais mes documents et mes diplômes. En période de guerre, tout le monde est perturbé. Les rangs n'étaient pas respectés. On se bousculait de gauche à droite. Et les garde-frontières disaient des mots blessant parfois. Je ne veux pas utiliser le mot de "racisme". C'est quelque chose qui pèse trop lourd. Par contre, je peux souligner l'hospitalité polonaise qui vous demande si ça va, si vous n'êtes pas blessé. Ils te donnent de quoi te couvrir, à manger et prennent soin de toi. Ils nous traitent de la même façon que les Ukrainiens qui sont aussi arrivés."*

ONU

L'ambassadrice américaine à l'ONU, a déclaré devant l'Assemblée générale des Nations unies, que ce conflit déclenché par la Russie pourrait toutefois se traduire par *"une nouvelle crise de*

réfugiés" avec "jusqu'à cinq millions de personnes supplémentaires déplacées"

COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Le Le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a rappelé à toutes les « parties » prenant part aux hostilités en Ukraine » que son « Bureau peut exercer sa juridiction et enquêter sur tout acte de génocide, crime contre l'humanité ou crime de guerre commis sur le territoire de l'Ukraine depuis le 20 février 2014 ». « Toute personne qui commet un tel crime, y compris en ordonnant, incitant ou contribuant d'une autre manière à la commission de ces crimes, peut être passible de poursuites devant cette cour, dans le plein respect du principe de complémentarité », a mis en garde Karim Khan, promettant de « suivre la situation de près ». Plus largement, les services de Karim Khan continueront « de suivre de près » la situation en Ukraine. « Dans l'exercice indépendant et impartial de son mandat, le Bureau reste pleinement engagé dans la prévention des crimes d'atrocité et dans la garantie que toute personne responsable de tels crimes soit tenue pour responsable ».

https://news.un.org/fr/story/2022/02/1115082?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=7d942e8fb2-EMAIL_CAMPAIGN_2022_02_26_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-7d942e8fb2-107916625

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

Des milliers de bénévoles se sont investis pour promouvoir la « Willkommenkultur » - la culture de l'accueil - lors de l'arrivée de dizaines de milliers de migrants en Allemagne. Les allemands sont aujourd'hui bien plus favorables à l'immigration qu'il y a encore quelques années. Une enquête montre que si le scepticisme à l'égard de l'immigration est toujours très répandu en Allemagne, celui-ci a baissé de façon continue ces dernières années. "Un plus grand nombre de personnes perçoivent désormais les avantages de l'immigration, notamment pour l'économie. Concernant l'intégration, nous constatons que les personnes interrogées sont plus nombreuses que les années précédentes à considérer l'inégalité des chances et la discrimination comme des obstacles importants à l'intégration." Actuellement, de nombreux Allemands voient l'immigration comme l'une des solutions face aux problèmes démographiques et économiques du pays. Deux tiers des personnes interrogées pensent que l'immigration peut contribuer à équilibrer une société vieillissante. Aussi, plus de la moitié considèrent que l'arrivée de migrants pourrait compenser la pénurie actuelle de travailleurs qualifiés. Une personne sur deux estime que l'immigration financera le système de retraites. Une importante différence de perception existe entre les travailleurs immigrés qualifiés, acceptés par plus de 70 % de la population, et les demandeurs d'asile et réfugiés, qui bénéficient de moins de 60 % d'opinions favorables. Une personne sur cinq voit les réfugiés comme des "invités temporaires" qui n'ont pas besoin d'être intégrés dans la société. La nouvelle coalition composée des sociaux-démocrates du SPD, des Verts et des libéraux du FDP, a promis de nouveaux efforts en matière d'intégration. Le gouvernement voudrait permettre aux demandeurs d'asile déboutés de pouvoir rester en Allemagne de manière permanente s'ils ont appris la langue allemande et ont trouvé un emploi leur permettant de subvenir à leurs besoins. Aussi, le regroupement familial doit être étendu à tous les réfugiés et l'accès à la nationalité allemande doit être facilité.

Le nombre d'agressions contre les demandeurs d'asile a baissé : 3500 en 2015 - 1750 en 2019 - 1700 en 2020 - - 1250 en 2021. Les ONG estiment que ces chiffres sont inférieurs à la réalité. Ces actes de violences anti-migrants ont été commis par des sympathisants d'extrême droite. Dans la plupart des cas, les demandeurs d'asile ont été attaqués alors qu'ils se trouvaient à l'extérieur de leur centre. Certains agresseurs ont eu recours à des explosifs, à des armes ou ont

provoqué des incendies. Plus de 150 personnes ont été blessées dans ces attaques, selon le ministère de l'Intérieur. Dans le même temps, les autorités ont enregistré une vingtaine d'agressions contre des organisations d'aide aux migrants et leurs bénévoles en 2021. *"Les personnes victimes de ces attaques sont venues en Allemagne pour demander une protection"*, selon le parti « Die Linke ». *"Mais ce qu'elles ont trouvé ce sont de l'hostilité et de la violence raciste. Nous ne devons jamais nous habituer au fait que des personnes qui sont en fuite soient insultées, humiliées, attaquées ou blessées."* Le gouvernement fédéral est appelé à développer des *"concepts de protection plus adaptés"* et de garantir un droit de séjour aux victimes de violences racistes.

CHYPRE

Lundi 21 février 2022, le ministre chypriote de l'Intérieur et la commissaire européenne aux Affaires intérieures ont signé virtuellement un mémorandum d'entente qui permettra à la petite île méditerranéenne d'améliorer ses capacités d'accueil mais aussi d'expulser plus facilement les personnes dont les demandes d'asile ont été rejetées. Le pays est à saturation : en 2021, plus de 13 000 demandes d'asile ont été enregistrées dans le pays qui compte 850 000 habitants. Selon Nicosie, 4,6 % de la population de Chypre est désormais constituée de demandeurs d'asile ou de personnes l'ayant obtenue. Un record en Europe. *"La question migratoire à Chypre est un énorme problème parce qu'elle a été instrumentalisée par la Turquie"*. L'accord aidera Chypre à mettre en œuvre les procédures d'asile pour réduire l'attente très longue à laquelle sont confrontés les demandeurs d'asile. L'accord permettra aussi l'intégration efficace des migrants et l'amélioration et l'efficacité du retour dans le pays d'origine des personnes déboutées. Pour le ministre chypriote de l'Intérieur, *"La question migratoire à Chypre est un énorme problème parce qu'elle a été instrumentalisée par la Turquie"*.

DANEMARK

La commission danoise pour l'asile - l'instance qui examine les recours des demandeurs d'asile déboutés - a estimé, vendredi 11 février 2022, que *"l'amélioration de la situation"* dans le pays, retombé aux mains des Talibans en août 2021, permettait d'y renvoyer les réfugiés afghans. *"La situation sécuritaire générale en Afghanistan s'est améliorée depuis l'arrivée au pouvoir du régime taliban, il n'y a plus de conflit armé interne en général et [...] les conditions n'y sont pas d'une telle nature que toute personne courra un risque réel d'être victime d'abus ou de persécutions (...) du fait de sa simple présence en Afghanistan"*. Le Danemark a évacué 907 personnes : des employés des services danois en Afghanistan et leurs familles. Seuls 256 d'entre eux ont obtenu une protection. Un Afghane, qui travaillait comme chef de la sécurité de l'ambassade du Danemark à Kaboul, après six mois à attendre un titre de séjour dans un centre pour demandeur d'asile, a décidé de quitter le pays avec sa famille et de tenter sa chance au Royaume-Uni.

<https://politiken.dk/indland/art8607765/%C2%BBN%C3%A5r-vi-beslutter-at-tage-til-England-er-det-et-udtryk-for-vores-desperation%C2%AB>

ESPAGNE

L'Espagne espère reprendre *"immédiatement"* les expulsions, alors que les vols commerciaux entre Madrid et le Maroc ont repris le 7 février 2022. Les vols de rapatriement des exilés marocains sont suspendus depuis avril 2021, pour raison sanitaire. Le ministère de l'Intérieur espagnol n'a pas confirmé cette information, mais une note du Commissaire général à l'immigration et aux frontières, assure que la police est *"déjà prévenue et préparée"* pour la reprise des vols de rapatriement. Avec l'ouverture de l'espace aérien marocain, *"les expulsions [...] pourront reprendre"*. La décision pourrait concerner 23 000 personnes, elles seraient expulsées des îles Canaries, à destination de Laâyoune. Si la reprise des expulsions est officiellement confirmée il y aurait quatre vols hebdomadaires, assurés par la compagnie Royal Air Maroc, avec 20 exilés à bord. Soit 80 personnes rapatriées par semaine, au total. Les migrants marocains partaient des Canaries ,

mais avaient été arrêtés préalablement dans d'autres régions d'Espagne. À ce rythme, il faudrait de fait cinq ans à l'Espagne pour renvoyer les 23 000 Marocains interceptés ! Mais de son côté, le Maroc n'est pas pressé. Au cours des quinze premiers jours de janvier 2022, près de 1 600 personnes sont entrées en Espagne via la Méditerranée (par Ceuta et Melilla) comme par l'Atlantique (pour les Canaries). Pour toute l'année 2021, 34 000 migrants sont entrés en Espagne, et 4 404 migrants sont morts ou ont disparu en mer en tentant de rejoindre l'Espagne.

<https://elpais.com/espana/2022-02-07/espana-confia-en-reanudar-de-inmediato-la-deportacion-de-marroquies.html>

<https://www.ecsaharai.com/2022/02/espana-deportara-al-sahara-occidental.html>

GRÈCE

Un demandeur d'asile camerounais accuse des garde-côtes grecs de l'avoir jeté à la mer avec deux autres hommes qui sont morts noyés. Les faits, qui remontent au 14 septembre 2021, se sont déroulés au cours d'une opération de refoulement vers la Turquie au large de l'île de Samos, révèle une enquête menée pendant plusieurs mois par le média allemand der Spiegel, le site d'information français Mediapart, le journal britannique The Guardian et l'organisation de journalisme collaboratif Lighthouse Reports. Les journalistes ont obtenu des documents permettant de retracer ce "pushback" : données météorologiques, présence de bateaux à proximité du lieu de noyade, correspondance entre les différents récits, vérification de photos reçues, sons, localisations GPS... Le demandeur d'asile à l'origine de ces accusations, avait embarqué, avec 35 autres personnes, à bord d'un canot pneumatique pour rejoindre Samos à partir des côtes turques. Arrivés sur l'île, plusieurs membres du groupe ont subi des violences de la part de garde-côtes grecs et se sont vu confisquer leurs téléphones portables et leur argent. Certains ont subi des fouilles dans l'anus et dans le vagin. Trois hommes ont été contraints d'embarquer à bord d'un bateau présenté comme celui des garde-côtes de Samos. Une fois au large, les garde-côtes grecs les ont frappés "à coups de poing" avant de les "jeter à la mer", sans canot ni gilet de sauvetage. L'un a réussi à rejoindre à la nage les côtes turques en face de Samos. Il a depuis déposé une demande d'asile en Grèce. Les corps des deux victimes, un Ivoirien, 36 ans, et un Camerounais, 33 ans, ont été retrouvés par des garde-côtes turcs et des navires de plaisance, les 18 et 20 septembre 2021. Les journalistes-enquêteurs affirment que jeter des migrants à la mer est désormais une "pratique commune" de la part des autorités grecques. Le ministre des Migrations et de l'Asile dément et assure que la Grèce *"protégeait les frontières extérieures de l'Union européenne en conformité avec le droit international et la charte des droits fondamentaux"*. Il fustige *"la propagande turque sur l'immigration clandestine"*. *"Les garde-côtes grecs continuent de sauver la vie de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants en mer chaque année"*. Cette nouvelle affaire a été portée devant la Cour européenne des droits de l'Homme par des avocats turcs. Affaire intéressante au moment où certains candidats à l'élection présidentielle en France estiment la «Grèce exemplaire», symbole d'une *"politique à la fois ferme et humaine"*

<https://twitter.com/TomasStadius/status/1494331361724796938>

<https://www.mediapart.fr/journal/international/160222/revelations-sur-la-mort-de-migrants-rejetes-la-mer-par-des-gardes-cotes-grecs-publication-jeudi-17>

La Grèce n'est pas accueillante pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. Une récente enquête a montré la violence avec laquelle les autorités grecques repoussent les migrants à sa frontière avec la Turquie. Ceux qui parviennent à demandeur l'asile ne sont guère mieux lotis. Dans une lettre ouverte publiée fin octobre dernier, 27 organisations de défense des droits de l'Homme ont affirmé que près de 60 % des personnes vivant dans des camps de réfugiés financés par l'UE en Grèce n'avaient plus accès à une aide financière ou matérielle. Les personnes concernées sont des demandeurs d'asile déboutés mais aussi des migrants ayant obtenu le statut de réfugié. En vertu d'une loi adoptée début 2020, ces derniers n'ont droit à aucune forme d'aide en Grèce, y compris

dans les centres d'hébergement. Beaucoup décident de poursuivre leur route vers l'ouest pour déposer une deuxième demande d'asile dans un autre pays de l'UE, ce qui est illégal. Une autre organisation d'aide basée à Thessalonique dénonce la politique d'asile qui rend la procédure de demande d'asile inaccessible à de nombreux migrants. Le système qui prévoyait la prise d'un premier rendez-vous via le service de visioconférence Skype, a été supprimé. Déposer une demande d'asile en Grèce continentale, à Athènes ou Thessalonique par exemple, n'est actuellement plus possible. Toute demande de régularisation doit être déposée dans le centre d'accueil et d'identification de Fylakio, près de la frontière avec la Turquie. Or ce centre à l'extrême nord-est de la Grèce, est impossible à atteindre pour la plupart des migrants, d'autant qu'ils craignent d'y être expulsés vers la Turquie voisine. *"Le nouveau système, lorsqu'il sera opérationnel, forcera les gens à se rendre dans des centres d'accueil et d'identification, ce qui va les couper de la population grecque et les empêcher de s'intégrer dans leurs nouvelles communautés"*.

Pour la directrice de Naomi, une organisation d'aide germano-grecque : *"Nous offrons aux personnes dans le besoin la possibilité de planifier leur vie en Grèce, d'envoyer leurs enfants à l'école et de s'intégrer dans la société"*, mais *"Il est de plus en plus clair pour moi que la politique grecque consiste à dissuader les migrants [de rester dans le pays]"*.

Un pakistanais qui a dû partir de son pays car sa vie était en danger. Il rejoint la Grèce, alors qu'il est encore mineur et non accompagné. Pendant les trois premiers mois, en plein hiver, il passe ses nuits dans les rues d'Athènes, avant de rencontrer d'autres migrants et de trouver un hébergement. Les autorités le font passer d'un camp d'accueil à l'autre. Un travailleur social l'inscrit dans un programme de logements financé par l'Union européenne à Thessalonique. Il parvient finalement à déposer une demande d'asile avec l'aide de l'ONG Naomi. Sinon, il n'aurait peut-être pas réussi à régulariser sa situation. Il travaille depuis août 2021, avec six autres réfugiés, dans un atelier qui produit des vêtements durables. Leurs horaires sont réglementés et les salaires sont corrects. *"L'État grec m'a donné des droits et des papiers. Maintenant j'ai ce travail. J'en suis très content et cela a réglé beaucoup de mes problèmes"*.

ITALIE

Samedi 19 février 2022, un Égyptien de 38 ans, résumé passeur, a été arrêté après la mort des sept migrants lors du sauvetage de 287 migrants les 24 à mardi 25 janvier 2022. Il a été identifié grâce aux témoignages des survivants du voyage, l'homme est soupçonné d'avoir organisé, à partir de la Libye, cette traversée de la Méditerranée sur un bateau de 16 m de long, en dépit de conditions particulièrement dangereuses, puisque la mer était mauvaise et les températures inférieures à zéro. Selon la police d'Agrigente, le trafiquant présumé avait déjà été condamné en Sicile comme passeur de clandestins en 2011.

Durant la nuit de lundi à mardi 22 février 2022, les garde-côtes italiens ont secouru 573 migrants dont 59 mineurs non-accompagnés. Une personne a dû être transférée en urgence à terre en raison de son état de santé. *"Parmi les personnes secourues figure une personne décédée qui, selon les dires des migrants, serait morte depuis plusieurs jours"*. Les naufragés se trouvaient en haute mer, à environ 100 km de la Calabre, dans la zone de compétence italienne, *"en difficulté à bord de deux bateaux de pêche surchargés"*, ils étaient *"à la merci des vagues, dans des conditions météo défavorables et prévues pour empirer dans les heures suivantes"*. Les migrants ont été transbordés à bord du navire Diciotti qui se dirige vers le port sicilien d'Augusta où ils seront débarqués.

FRONTEX AU SÉNÉGAL ?

Lors d'une visite vendredi 11 février 2022, à Dakar, la commissaire européenne chargée des Affaires intérieures a proposé le déploiement au Sénégal de Frontex, l'agence européenne de

surveillance des frontières. Pour l'Union européenne, l'intérêt immédiat est de contrôler le trafic d'êtres humains avec les embarcations qui partent des côtes sénégalaises vers l'archipel espagnol des Canaries. Mais le principe serait aussi de surveiller les mouvements migratoires vers l'Europe via la Mauritanie ou bien la route plus longue via l'Algérie et la Libye. L'idée est une collaboration opérationnelle des garde-côtes et gardes-frontières de l'agence Frontex avec la gendarmerie nationale sénégalaise et sous sa direction. L'UE envisage le déploiement de navires, de personnel et de matériel. La commissaire européenne aux Affaires intérieures a évoqué par exemple des drones.

EUROPE

ROYAUME-UNI

Sur 6 000 personnes ayant traversé la Manche à bord de petits bateaux entre janvier et juin 2021, 4 075 ont été victimes d'hypothermie (chute de température du corps). La température de l'eau – qui n'excède pas 10 degrés l'hiver -, l'humidité, le vent et le froid expliquent le nombre important de blessés. 354 migrants présentaient des brûlures – résultat d'un mélange d'essence et d'eau salée - et 27 ont été transportés à l'hôpital à cause des fractures. *"Savoir que tant de personnes souffrent d'hypothermie et de graves blessures [...] est profondément bouleversant. Il est temps d'offrir aux réfugiés un moyen sûr de faire leur demande d'asile sans risquer leur vie"*, pour l'ONG Carcalais. Le ministère britannique répond : *"Nous avons mis en place des mesures pour traiter de manière appropriée les personnes arrivant au Royaume-Uni via de petits bateaux. Cela comprend des soins médicaux sur place et dans l'eau. Toute personne nécessitant des soins urgents est immédiatement transférée dans un hôpital local"*. Le syndicat qui représente le personnel aux frontières, s'inquiète aussi des répercussions de telles blessures sur les fonctionnaires des forces frontalières. *"Lorsque vous avez un enfant dans vos bras qui est couvert de brûlures de carburant, vous ramenez ce traumatisme indirect à la maison avec vous. La pression sur le personnel est très difficile psychologiquement."*

Rappel : sont arrivés sur des petits bateaux en Angleterre : en 2018 : 300 - en 2019 : 1800 – en 2021 : 28381 – et en janvier 2022 : 1341 personnes.

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

LA "NORMALISATION" DES VIOLENCES ET DES REFOULEMENTS AUX FRONTIÈRES DE L'UE ?

le Haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés, s'est dit préoccupé, lundi 21 février 2022, par *"le nombre croissant d'incidents de violence et de graves violations des droits de l'Homme à diverses frontières européennes"*. Il craint que les refoulements et les violences physiques ne *"deviennent la règle"* en Europe et se banalisent. *"Ce qui se produit aux frontières de l'Europe est inacceptable légalement et moralement, et doit cesser"*. Il craint que *"ces pratiques déplorables ne se normalisent et ne deviennent la règle"*. Or « la réalité est que la majorité des réfugiés dans le monde sont accueillis par des pays en développement disposant de beaucoup moins de ressources, souvent limitrophes de pays d'origine en crise », a-t-il dit, « un nombre croissant d'incidents de

violence et d'abus à l'encontre des réfugiés et des migrants à diverses frontières européennes, dont plusieurs ont entraîné des pertes de vie tragiques ».

Il vise les garde-frontières pratiquant les refoulements illégaux et usant de violences physiques à l'égard des exilés. La Grèce est régulièrement accusée de refoulements illégaux sur terre et en mer. Jeter des migrants à la mer est désormais une "*pratique commune*" de la part des autorités grecques. Depuis début 2020, le HCR a enregistré le signalement d'environ 540 incidents de renvois informels par Athènes. Aux frontières terrestres, des témoignages concordent "*des personnes déshabillées et brutalement repoussées dans des conditions climatiques difficiles*". En Hongrie, Pologne et Croatie "*Des incidents inquiétants sont également signalésaux frontières avec les États membres de l'UE*". Malgré "*les appels répétés à mettre fin à ces pratiques*", les violences ne cessent pas aux frontières de l'Europe". Le Haut-commissaire regrette qu'à quelques exceptions près, les États européens n'aient pas enquêté, et déplore que certains gouvernements européens soient davantage occupés à ériger des murs et des clôtures pour empêcher les migrants de continuer leur route. Ces dernières années, des barbelés ont été dressés aux frontières en Pologne, en Lituanie, en Grèce, en Slovénie, en Hongrie ou encore en Autriche. Autant de mesures qui n'ont guère d'effets dissuasifs, lorsque les personnes fuient des guerres ou des persécutions dans leur pays, insiste l'ONU. Il est peu probable que les murs et les clôtures aient un effet dissuasif significatif. Ils ne feront qu'accroître les souffrances des personnes ayant besoin d'une protection internationale, en particulier les femmes et les enfants, et les inciteront à envisager d'autres itinéraires, souvent plus dangereux, ce qui entraînera probablement d'autres décès. Il est possible de « *gérer les frontières et de répondre aux préoccupations en matière de sécurité, tout en mettant en œuvre des politiques équitables, humaines et efficaces à l'égard des demandeurs d'asile* », notamment le respect de leur droit à la vie et le droit d'asile. D'autant que la façon dont l'Europe choisit de protéger les demandeurs d'asile et les réfugiés est importante et fait jurisprudence non seulement dans la région mais aussi dans le monde entier.

<https://news.un.org/fr/story/2022/02/1114742>

QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LA CONVENTION DE GENÈVE (1951) RELATIVE AU STATUT DES RÉFUGIÉS

La convention de Genève (28 juillet 1951) relative au statut des réfugiés, énonce les droits des personnes déracinées, ainsi que les obligations juridiques des États pour assurer leur protection. Elle a été étendue par le protocole de 1967.

Elle établit les normes essentielles minimales pour le traitement des réfugiés. Le principe fondamental, le non-refoulement, selon lequel un réfugié ne devrait pas être renvoyé dans un pays où sa vie ou sa liberté sont gravement menacées, est une règle du droit international coutumier. Les États doivent veiller à ce que les droits des réfugiés soient respectés et protégés.

Certaines dispositions de la Convention sont jugées si importantes qu'elles ne peuvent faire l'objet d'aucune réserve. C'est le cas notamment de la définition du terme "réfugié" et du principe du non-refoulement, selon lequel aucun État contractant n'expulsera ou ne refoulera en aucune manière un réfugié, contre sa volonté, vers un territoire où il craint d'être persécuté.

Les États Contractants n'appliqueront pas de sanctions pénales, du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers, aux réfugiés qui, arrivant directement du territoire où leur vie ou leur liberté était menacée au sens prévu par l'article premier, entrent ou se trouvent sur leur territoire sans autorisation, sous la réserve qu'ils se présentent sans délai aux autorités et leur exposent des raisons reconnues valables de leur entrée ou présence irrégulières.

Le terme "réfugié" s'appliquera à toute personne qui, par suite d'événements craignant avec raison

d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. Aucun des États Contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques

AFRIQUE

CÔTE D'IVOIRE

Plus de 4 100 Ivoiriens ont tenté de rejoindre illégalement l'Europe en 2021. De nombreux migrants prennent l'avion légalement vers la Tunisie ou le Maroc, avant de s'installer illégalement dans ces pays côtiers pour tenter la traversée en Méditerranée centrale. Pour éviter ces migrations et retenir les ivoiriens dans leur pays, il faut développer le système de formation professionnelle et le tissu industriel en Côte d'Ivoire. En effet, il y a plein de jeunes qui migrent aujourd'hui pour avoir des opportunités de formation dans les pays développés. Quelqu'un qui veut faire une formation crédible, fait la théorie mais il n'y a pas de pratique dans le pays. Donc si on investit dans l'éducation, la formation professionnelle et qu'il y a une adéquation entre la formation et l'emploi, cela pourrait régler le problème. Les aides au retour pourraient être une partie de la solution s'il n'y avait pas des défaillances dans le système. L'Union européenne dit que chaque migrant reçoit mille euros, mais cette somme n'est pas remise entièrement au destinataire.

ÉRYTHRÉE

Des milliers de réfugiés érythréens ont fui le camp de réfugiés de Barahle et ses environs dans la région d'Afar après les combats qui ont embrasé la zone. Des réfugiés, qui ont parcouru la longue distance jusqu'à la capitale régionale de Semera, ont indiqué que des hommes armés sont entrés dans le camp le 3 février 2022. « *Ils ont volé leurs biens et ont occupé leurs maisons. Des membres des familles se sont perdus dans le chaos de la fuite du camp* ». Jusqu'à présent, plus de 4.000 réfugiés se trouvent à Semera où le HCR, le Service des réfugiés et des rapatriés (RRS) du gouvernement éthiopien et d'autres partenaires fournissent une aide immédiate. Il s'agit d'abris, d'articles de secours, de nourriture et d'eau potable. Environ 10.000 réfugiés vivaient également dans la ville d'Afdera, à environ 225 kilomètres de Semera. D'autres auraient également fui vers les villes d'Altefa et de Dabure, plus à l'intérieur des terres. Le gouvernement a identifié un site temporaire dans la ville de Serdo, à 40 kilomètres de Semera. Il y a également un grand nombre d'éthiopiens déplacés à l'intérieur du pays dans la région d'Afar, dont environ 300.000 ont été déracinés par les récents combats.

MAROC

Samedi 12 et dimanche 13 février 2022, les garde-côtes marocains ont porté assistance à 120 migrants en détresse en mer. Parmi les rescapés, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, se trouvaient 21 femmes et deux enfants. Les personnes secourues ont reçu les premiers soins à bord des unités de la Marine royale, avant d'être acheminées vers les ports les plus proches du royaume, puis remis à la gendarmerie royale pour les procédures administratives d'usage.

TUNISIE

Un peu plus d'une centaine de réfugiés et demandeurs d'asile campent depuis plusieurs semaines devant les locaux du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) de Zarzis. Ils sont contraint et forcé de quitter l'hébergement qu'ils occupaient jusqu'ici, fourni par le HCR. Celui-ci leur a été ordonné par un document, distribué à des exilés de tout le pays, les informant qu'ils disposaient de *"quinze jours [...] pour quitter le foyer/la maison"*. *"Si vous ne respectez pas cet avis, des procédures juridiques seront instituées"*. En signant ce courrier, les personnes concernées acceptent en échange de toucher la somme de 250 dinars par mois pendant trois mois, afin de se loger par leurs propres moyens. Avec 250 dinars, on ne peut rien faire avec cet argent, la vie est extrêmement difficile. Un exilé centrafricain de 28 ans a obtenu le statut de réfugié en 2018. *"Mais la vie est dure ici. Je suis victime de racisme, et je ne trouve pas de travail"*.

Le représentant adjoint du HCR en Tunisie indique : *"une forte diminution de notre budget annuel [8,5 millions de dollars ndlr] de l'ordre de 30 à 40%, qui nous oblige à revoir et donc à restreindre l'assistance financière et matérielle fournie aux demandeurs d'asiles et aux réfugiés"*. Ces dortoirs du HCR sont réservés aux migrants tout juste secourus en mer et aux exilés les plus vulnérables (personnes en situation de handicap ou membres de la communauté LGBTQ+). En dehors de ces cas spécifiques, nul ne peut y rester plus de deux ou trois semaines. *"Malheureusement, certains refusent de partir, c'est pour cela qu'on leur a demandé de quitter l'endroit et de trouver des logements par eux-mêmes, par petits groupes. Il faut bien se rendre compte qu'il y a des priorités"*. Mais : *"On est venu en Tunisie pour vivre dans un pays sûr et offrir un meilleur avenir à nos enfants. Mais on n'a rien trouvé ici, il n'y a pas de travail. Pas de vie"*. Éreintés par plusieurs années de galère en Tunisie, certains manifestants demandent d'ailleurs, tout bonnement, à quitter le pays ; *"Je suis parti de Centrafrique il y a dix ans. Dix ans sont passés et je ne suis même pas arrivé à ma destination finale. Aujourd'hui, je suis devant le HCR pour réclamer une évacuation. Je ne veux plus rester en Tunisie"*.

Pour le HCR, *"une réinstallation dans un pays tiers depuis la Tunisie est possible, mais les opportunités sont extrêmement faibles"*. *"Nous continuons à leur fournir des conseils, individuellement ou par petits groupes. Nos agents insistent beaucoup sur l'importance de trouver un travail. Beaucoup refusent, car ils pensent à tort que cela va poser problème dans leur dossier. Ce n'est pas le cas. Et ici, les opportunités d'emploi existent. Au port de Zarzis, par exemple"*. Certains témoignent : *"J'ai été victime d'une agression raciste lors de mon travail dans un champ d'oliviers avec des Tunisiens en 2020, et j'ai eu une hémorragie cérébrale. Les médecins m'ont dit que je devais me faire opérer. Mais l'intervention coûte 6 000 dinars. Comment est-ce que je trouve cet argent moi ?"*. Sa demande d'asile récemment rejetée, le jeune homme a *"complètement perdu espoir"*.

AMÉRIQUE

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Dimanche 20 février 2022, la République dominicaine a débuté la construction d'un mur qui devrait couvrir près de la moitié de sa frontière avec Haïti afin de freiner l'immigration illégale et le commerce illicite avec ce pays. La première phase du projet de construction devrait être terminée d'ici neuf mois. Le mur aura 20 centimètres d'épaisseur et fera 3,9 mètres de haut. Il sera équipé de fibre optique pour faciliter les communications, de capteurs de mouvement, de radars, de caméras et de drones. Le projet prévoit également la construction de 70 tours de guet et de 41 portes d'accès pour permettre aux patrouilles de se déplacer.

Beaucoup d'Haïtiens entrent clandestinement en République dominicaine pour y travailler comme main d'œuvre agricole ou dans le secteur de la construction. Selon les estimations du gouvernement de la République dominicaine, environ 500 000 immigrants haïtiens vivaient dans le pays en 2018, ainsi que des dizaines de milliers de leurs enfants.

<https://www.lopinion.fr/international/entre-la-republique-dominicaine-et-haiti-un-mur-en-passe-detre-dresse>

A VOIR – À LIRE - À ÉCOUTER

"[No U-Turn](#)" ("Pas de retour en arrière"), du Nigérian Ike Nnaebue vient d'obtenir la "mention spéciale" du jury pour le meilleur film documentaire au festival du film de Berlin, qui se termine dimanche 20 février 2022. "No U-Turn" retrace l'itinéraire emprunté par le réalisateur vingt ans plus tôt, du Nigeria au Maroc, de Lagos à Tanger. Le documentaire s'attache à interroger les exilés d'aujourd'hui, et savoir ce qui les pousse à prendre les routes de l'exil, souvent synonymes de dangers. Car en 1995, date à laquelle le cinéaste a quitté son pays, les routes migratoires étaient bien différentes. Les migrants d'alors marchaient dans un monde sans réseaux sociaux et sans le flot d'informations aujourd'hui disponible grâce à Internet. Il voyait même son départ comme "une aventure", motivé par un enthousiasme insouciant et une ignorance des réalités. Les personnes interrogées pendant le tournage, en revanche, "*connaissent les dangers*". "*Ils ont des informations, il savent qu'ils peuvent mourir, et pourtant, ils choisissent quand même d'y aller. Ce que l'on voit, c'est finalement beaucoup de désespoir.*"

Le deuxième documentaire diffusé à la Berlinale "[No Simple Way Home](#)" de la réalisatrice Akuol de Mabior est le premier film sud-soudanais à être sélectionné pour le festival. Ce documentaire autant politique que familial, propose une idée pour apprendre ensemble à faire grandir un pays pour l'avenir de sa jeunesse. Elle rend hommage à ses parents et à son pays d'origine. Son père a été vice-président du Soudan avant de mourir dans un accident d'hélicoptère en 2005. Il avait été l'un des leaders de la révolution qui allait conduire à la création du Soudan du Sud, devenu indépendant en 2011. Mais en 2013, le pays replonge dans une guerre civile qui va durer plus de six ans. Ces années de conflits, conjuguées à d'importantes catastrophes naturelles, ont abouti à l'une des pires crises humanitaires dans le monde. En février 2020, la mère d'Akuol de Mabior, est devenue à son tour vice-présidente au sein du nouveau gouvernement d'union nationale. Le documentaire explore la quête identitaire et la signification du "chez soi" : "*Chez moi, c'est là où se trouve ma mère. Ma maison, c'est là où se trouve ma mère*".

Après la Berlinale, "No U-Turn" et "No Simple Way Home" devraient également être disponibles sur [Arte](#) cet été.

https://www.berlinale.de/de/programm/programm/detail.html?film_id=202214116

https://www.berlinale.de/de/programm/programm/detail.html?film_id=202204998

<https://www.arte.tv/fr/videos/107699-016-A/no-simple-way-home-rencontre-avec-akuol-de-mabior/>